L'Abeille

de la Nouvelle-Orleans

Journal Hebdomadaire

Fondée le 1er Septembre 1827

Publiée par le Times-Picayune Publishing Co., au Times Picayune Building, Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, Lne., Téléphone Main 4100

Enregistrée à la Poste de la Nouvelle Orléans, Lne., comme matière de deuxième classe, conformément à l'acte du 3 Mars, 1879

En Louisiane et au Mississippi, par an $2.50

Pour les Etats-Unis, un an $3.00

Par mois 25c

La Liberte et la Loyaute des Boissons

Voici les vendanges. C'était naguère un temps de fêtes. Elles tournent à la mélancolie, surtout dans le Bordelais et les autres régions de grands crus; c'est que jadis elles y étaient un signe de bien-être et de prospérité, dont il ne subsiste guère que le souvenir attristé. Pourtant la récolte s'annonce abondante, mais cette abondance même en vient à être considérée comme fatale, car si le bon vin ne manque pas, ce qui manque, ce sont des gens pour le boire.

Le fait est qu'au temps présent les viticulteurs paraissent d'autant plus satisfaits qu'ils produisent moins; aussi leur intérêt, mesquinement envisagé, les porterait presque à rêver de malthusianisme; il s'opère d'ailleurs automatiquement, en ce sens que la mévente réduit certains propriétaires à restreindre leur culture, devenue impayante. Nos grandes vignes, on se les arrachait hier, aujourd'hui on les arrache.

Les lois économiques ont de ces paradoxes. Il y a eu années, au début de ce siècle, où le prix des gros vins vendus au vignoble s'abaissa jusqu'à 1 fr. 50 l'hectolitre? Les consommateurs n'en bénéficiaient guère, il est vrai, car dans le prix de livraison au détail et à distance interviennent une foule d'éléments constitutifs, parmi lesquels le prix de revient agricole n'est pas toujours le principal. Il y a notamment le coût des fûts, dont la valeur, dans les temps d'abondance, s'accroît au point que, parfois, le prix du contenant dépasse celui du contenu. Et puis, il y a le transport par chemins de fer, à défaut d'un système normal de canaux, qui rend aussi ruineux qu'une boisson de luxe un produit si peu coûteux à son lieu d'origine. L'eau de source elle-même serait inabordable aux petites gens si c'était par wagons qu'elle devait être amenée dans les grandes villes.

La mévente de nos vins, et surtout de nos grands crus, vient de ce que la population française ne suffit pas, malgré son incontestable bon vouloir, à consommer tout ce qu'en produit le vignoble national; ils se sont de tout temps déversés au dehors par une exportation qui, avant le phylloxéra, c'est-à-dire vers 1873, atteignait son maximum avec quatre millions d'hectolitres. En 1900, le tonnage exporté n'était que de 1,-900,000 hectos; il se relevait en 1910, quand la guerre l'abaissa au minimum de 434,000 en 1918. En 1920, nos exportations se relèvent jusqu'à 2,136,411 hectos, ce qui, grâce à l'accroissement des prix, fait rentrer en France plus d'un demi-milliard.

Mais voici que les pays étrangers tendent de plus en plus à se détourner du produit de nos vignes—les uns ayant officiellement renoncé à des boissons qu'un mysticisme sectaire leur a fait envisager comme toxiques: "Seigneur, éloignez de moi ce cocktail!" C'est le cas des Etats-Unis, et cela faillit être celui de la Suède—les autres, parce qu'on les a réduits à boire, sous le nom de vins de France, d'infâmes produits chimiques, que leur livre au plus juste prix une industrie sans scrupules, mais puissamment outillée.

Je ne parle pas des contrées favorisées qui sont elles-mêmes loyalement et généreusement productrices depuis des temps très anciens, dans une collaboration intime et cordiale avec un soleil qui ne leur marchande pas le bienfait de ses rayons—telles l'Espagne et l'Italie, et Chypre, et tant d'autres îles fortunées—ni de la concurrence des grands et petits pays qui, sur le tard, ont appris de nous l'art délicat de bien cultiver la vigne et d'en tirer de bons vins.

Toujours est-il qu'aujourd'hui la clientèle extérieure se réduit terriblement, avec les Etats-Unis desséchés et la Russie affamée. C'est une grave menace pour les multiples industries et les divers intermédiaires qui vivent du vin. Touchant sujet d'élégie pour le poète qui, d'Hésiode à Ponchon, chante les délices et les vertus de la treille. Le Caveau de jadis devient morne et silencieux comme s'il était de famille, et les coteaux renommés pour les plus joyeux vins blancs sont sur le point de se vouer au noir: Sunt lacrymae rerum. Larmes brûlantes comme celles de ce Lacryma Christi dont la ferveur embrase le voyageur qui lui prête ingénuement une lèvre confiante. Ah! combien je préfère la grâce du Cortese et la vivacité de l'Orvieto!

Ils ont bien des attraits, mais entre nous aucun n'est de taille à lutter avec nos grands crus du Bordelais et de la Bourgogne, ni avec notre champagne. Or, voici dans le plus affreux marasme ces héros innombrables autant qu'incomparables, dont je ne tenterai pas l'homérique énumération. Ce n'est pas qu'ils soient devenus moins robustes ou moins subtils, mais on se détourne d'eux et c'est désastreux pour notre pays, dont ils étaient l'une des gloires et l'une des richesses. Les coteaux découronnés de leurs pampres rougissants (jadis c'était de plaisir, aujourd'hui c'est de confusion) ne seront bientôt plus que de misérables amas de cailloux improductifs, car ces terroirs de grande race ne sont bons qu'à produire des vins de premier ordre, comme les hommes de génie que la prééminence de leurs dons spéciaux rend inaptes aux besognes communes.

C'est grande pitié. Cependant, ne nous attardons pas à gémir sur cet abandon, mais examinons de sang-froid les causes du mal et les remèdes possibles. Nous y sommes engagés et nous y sommes aidés par la suggestive brochure que nous adresse un homme de haute compétence et de grand sens pratique, qui a mis au service de l'agriculture française une autorité incontestée—c'est, du reste, un des plus éminents collaborateurs de ce journal—notre ami M. J.-H. Ricard, qui fit partie du cabinet Millerand, et qui, aujourd'hui, préside la Confédération Générale des Syndicats agricoles. M. Ricard a pris l'initiative d'une Ligue Internationale des nations vinicoles pour lutter contre les méfaits de la fraude et les erreurs de la prohibition. Il a saisi de ces graves problèmes la Conférence de Gênes, qui a préparé de l'excellente besogne, en introduisant dans ses recommandations une note qui signale comme hautement désirable la généralisation de l'accord de Madrid, passé dès 1891 entre la France et l'Espagne, pour la répression des fausses dénominations d'origine. Du reste, le Traité de Versailles et les autres traités de banlieue (Saint-Germain, Trianon, Sèvres, Neuilly) contiennent des dispositions de nature à protéger les consommateurs du monde entier et les producteurs contre la sophistication de ce produit sanitaire de première nécessité qu'est le vin naturel.

Depuis lors, l'assemblée plénière de la Conférence parlementaire internationale, tenue à Paris en mars dernier, a émis à l'unanimité un vœu dans le même sens.

Mieux encore. Les délégués français à Gênes, parmi lesquels il se trouvait des hommes pratiques ne se satisfaisant pas de notes et de discours, ont obtenu l'adhésion des nations intéressées pour un projet d'entente sur ces principes, et il a été décidé que ce projet serait examiné, en vue de conclusions positives, dans une conférence internationale convoquée à Paris pour une date prochaine.

L'entente vinicole internationale se propose, en même temps, d'engager une lutte méthodique contre la superstition absurde et malfaisante qui confond dans une commune réprobation les boissons hygiéniques avec les boissons alcooliques. Elle parlera raison à des pays comme les Etats-Unis, où des prêcheurs, parmi lesquels il ne manque pas de bons apôtres, ont, à la faveur d'une sorte de panique consécutive aux émotions de la guerre, enlevé un vote de prohibition injustifié contre le vin et la bière, victimes d'une erreur judiciaire qu'il s'agit de reviser.

C'est à quoi s'est appliqué le congrès de la Semaine du Vin, qui a mis en évidence l'opinion de nos hygiénistes les plus éminents sur le mérite alimentaire du vin non frelaté. Ainsi le professeur Richet conclut à cette affirmation catégorique: "Le vin naturel ne produit pas l'alcoölisme," et le professeur Monprofit, qui fut le président honoraire du Congrès de Champagne, déclarait: "Plus les estomacs seront familiarisés avec le bon vin, plus ils seront protégés contre l'alcoolisme."

La conclusion des grands débats publics auxquels ont donné libre cours toutes ces conférences, c'est que la consommation mesurée du vin naturel ne saurait être considérée comme une cause de dégénérescence; loin de là; et que les populations accoutumées de père en fils à boire sec—pas dans le sens du dry system américain—sont renommées pour leur valeur physique et intellectuelle, leur longévité, la vigueur de leur descendance, constituant des races pleines de vie, d'intelligence, de bonne humeur et de courage.

Tout le monde connait l'anecdote du centenaire resplendissant de force et de santé, que l'on présentait dans quelque village à l'un de nos présidents de la République:

—Quel est votre régime? lui demande avec intérêt le chef de l'Etat.

—Je n'ai jamais bu que de l'eau.

—Quel enseignement!

—Permettez! monsieur le président, fit alors M. le maire, qui venait, non sans fierté, de présenter son centenaire comme une des gloires du pays. Permettez! cet homme-là n'a que cent ans et six mois, mais son frère aîné va sur ses cent quatre.

Et pourquoi ne nous l'avez-vous pas amené?

—Impossible, monsieur le président. C'est un gaillard qui ne dessoûle pas.

A qui croire et à quoi? La sagesse serait peut-être, dans les pays de liberté, de laisser boire du vin et de la bière aux bonnes gens qui en ont besoin, et de préserver de l'alcool, surtout des mixtures de contrebande, ceux qui ont trop de goût pour celles-ci.

J'ai rencontré à Chicago un grand amateur de cocktails, auquel on reprochait d'en abuser, ce qui semblait incontestable. Il fallait le voir protester avec toute l'apparence de la sincérité:

—Moi, abuser du cocktail! Quelle histoire! J'en prends un avant mon repas, comme toute le monde; ça fait de moi un autre homme... et je vous demande un peu pourquoi cet autre homme n'aurait pas aussi son cocktail?—Grosclaude.

LA VOIE SACREE

C'est au début de ce mois que, par un temps admirable, a eu lieu la pose de la première borne kilométrique sur la Voie sacrée, qui va, comme on le sait, de Verdun à Bar-le-Duc. C'est le Conseil général qui a eu cette pieuse pensée.

La première borne est placée au centre de la place de Bar-le-Duc, à l'entrée du faubourg Mirbeau. Des maisons basses et des jardins, telle est la rue du Passage-Inférieur, où commence la Voie sacrée. C'est par là qu'ont passé les troupes qui allaient vaincre et mourir à Verdun.

A onze heures, M. Raymond Poincaré, accompagné par le préfet de la Meuse, est arrivé sur le lieu de la cérémonie, où il a été rejoint par le ministre de la guerre. Le président du Conseil et M. Maginot ont passé la revue des troupes, puis, devant la blanche pierre, surmontée d'un casque de bronze posé sur une tablette de granit rouge, M. Raymond Poincaré a prononcé un éloquent discours, dont voici quelques passages:

La "Voie sacrée!" C'est, je crois, M. Maurice Barrès qui a trouvé cette pieuse dénomination pour désigner la route illustre où ont passé, pendant la longue bataille de Verdun, tant d'héroïques enfants de la France. Que de fois ne l'ai-je pas alors parcourue moi-même, à côté des interminables files de camions qui la suivaient dans les deux sens!

Je me rappelle que le 12 mars, dans la première phase de la bataille, j'étais venu visiter la région fortifiée de Verdun; avant de me rendre dans la ville où fumaient déjà les incendies, je m'étais arrêté à Souilly, de manière à voir Pétain à son quartier général et à lui demander ses impressions. Il m'avait prié de présider le rapport auquel il avait convoqué ses officiers, et j'avais admiré, avec la lucidité et le sang-froid du chef, la parfaite organisation de son état-major. Lui-même, du reste, m'avait dit: "Chacun fera son devoir à sa place, et c'est ainsi que nous viendra la victoire." Forte et noble parole, qui n'est pas moins vraie dans la paix que dans la guerre! Ce ne sont jamais des efforts dispersés, si généreux qu'ils soient, qui assurent le succès des œuvres humaines. Il n'y a, pour une nation, d'énergies fécondes que dans l'ordre et la discipline. La "Voie sacrée" elle-même n'a donné son plein rendement que par suite de cette sorte de régularité astronomique qui a présidé à la circulation des véhicules.

Et le président du Conseil continue en ces termes:

Nous lui devons aujourd'hui une profonde reconnaissance. Si nos magnifiques poilus ont pu empêcher l'ennemi d'entrer dans Verdun, c'est que la route elle-même s'est conduite en bonne route française et que, par les neiges de février, par les dégels de mars ou les pluies d'avril, elle a "tenu" sans défaillance. Ni l'humidité, ni la sécheresse, ni le verglas, ni la poussière, ni la boue, n'ont altéré sa large et ferme chaussée. Il y roulait par vingt-quatre heures plusieurs milliers d'automobiles, dont une bonne moitié composée de poids lourds. Des canons se succédaient constamment, appelés là-bas par la voie des canons. Des ornières se creusaient, mais elles étaient immédiatement comblées par la main des territoriaux, qui s'échelonnaient le long du parcours et s'acquittaient, avec une consciente touchante, de leur pénible métier de cantonniers. Sur leurs sièges, les conducteurs étaient au volant pendant des journées entières. Comme le voulait le général Pétain, chacun à sa place faisait simplement son devoir. Des camions remplis de poilus se dirigeaient gravement vers la bataille et allaient relever les troupes fatiguées; d'autres camions plus joyeux ramenaient ceux qui sortaient de la fournaise; des voitures d'ambulance transportaient les blessés évacués; et autour de Verdun, restaient, hélas! des milliers de jeunes soldats qui ne devaient jamais revenir, et qui étaient tombés pour sauver leur pays.

M. Poincaré, avant la péroraison de son discours, compare l'actuel paysage au paysage de guerre:

A Verdun et dans les environs, c'est toujours le même spectacle de désolation. De grands efforts ont été accomplis; beaucoup de maisons se reconstruisent; partout, sauf dans la zone rouge, les habitants sont revenus en grand nombre; les champs sont merveilleusement cultivés; mais, dans les villages, la majeure partie de la population n'a encore d'autre abris que des baraquements provisoires; la vaste région qu'à le plus bouleversée la bataille est un morne désert, où la brousse seule commence à pousser; des communes charmantes, jadis entourées de champs et de vergers, ne laissent d'autres vestiges que des amas de pierres pulvérisées.

C'est à ce lieu de dévastation qu'aboutit maintenant la "Voie sacrée." Elle a conduit nos troupes à la victoire; elle peut désormais conduire les ignorants et les sceptiques à une sévère leçon d'histoire et à une permanente démonstration de la vérité; et c'est ainsi, n'est-il pas vrai, messieurs? qu'elle servira le mieux à la conservation de la paix.

Le préfet de la Meuse prit ensuite la parole pour remercier le président du Conseil d'avoir incarné pendant la guerre "le verbe de la France."

En regagnant la préfecture, M. Raymond Poincaé a été chaleureusement acclamé.

L'ARMEE ROUGE

TELLE QU'ELLE EST ACTUELLEMENT

Londres.—Les Daily News publient un long article de M. Georges Popoff, dans lequel celui-ci étudie "avec une impartialité complète" les conditions de l'armée rouge.

Selon M. Popoff, nous nous faisons de très nombreuses illusions sur l'armée communiste russe, illusions qui proviennent de ce que tous ceux qui en parlent ne connaissent qu'imparfaitement la question.

M. Popoff reconnait que les casernes russes sont "d'une saleté parfois repoussante", que l'armée est "comparativement bien approvisionnée", et comparativement seulement, mais il n'en reste pas moins, dit-il, que Trotzky est le chef de l'armée rouge, qu'il a entrepris de relever physiquement et matériellement et cela avec un certain succès.

Trotzky, "le Napoléon bolchevik", dit M. Popoff, sait prendre les hommes. Il a rééquipé l'armée, qui est habillée de neuf, et il a rétabli une discipline qui fait de cette armée d'un million de jeunes hommes de 18 à 23 ans une force indéniable, pouvant être envoyée partout et à tout instant.

M. Popoff fait nombre de remarqués intéressantes, disant par exemple qu'il y a des officiers allemands dans l'armée russe, mais moins qu'on ne le suppose généralement, et que la plupart de ceux qui s'y trouvent sont en quelque sorte des aventuriers, qui se sont enrôlés dans l'armée soviétique parce qu'ils ne savaient plus que faire chez eux. Il déclare aussi que, contrairement à une autre croyance, la plupart des officiers de troupes sont d'anciens soldats, et que très peu d'entre eux sont d'anciens officiers tsaristes, alors que c'est exactement le contraire dans les états-majors.

Il explique la méthode de comtionne assez bien". Comme les ofmandement, qui, "en général, fonciers supérieurs ou les dirigeants d'écoles sont d'anciens officiers tsaristes, ils ont tous près d'eux un commissaire bolchevik, qui les surveille et fait un rapport moral, en même temps que l'officier fait un rapport technique. L'un apprend l'art de la guerre, l'autre prêche la bonne parole communiste.

Ils se tirent bien dans le dos à l'insu l'un de l'autre, dit M. Popoff, l'officier tsariste ne pouvant souffrir le commissaire rouge et vice versa, mais Trotzky obtient ce qu'il veut de jeunes officiers qui lui sont entièrement dévoués.

En terminant, M. Popoff dit que bien qu'on voie beaucoup de soldats en armes, ou faisant l'exercice, en Russie, et bien que l'armée rouge, telle qu'elle a été réorganisée soit prête à suivre Trotzky sur n'importe quel champ de bataille, il ne croit pas que la Russie soit désireuse d'une nouvelle guerre, ni qu'elle la prépare.

Le soldat russe obéirait aveuglément au premier ordre, et c'est pourquoi l'armée russe est un facteur qu'il faut prendre au sérieux. One ne devrait pas l'oublier.

Teile est la conclusion de M. Popoff à une étude qui, affirment les Daily News, est désintéressée et digne d'être crue.

LA QUERELLE

Des Sociologues et des Berceaux

On vient de publier les premiers résultats partiels du mouvement démographique pour le début de 1922. Ils sont désolants. La course aux décès reprend avec une force qu'on dirait irrésistible. De nouveau les donneurs de conseils foisonnent.

Il n'y a rien de plus mystérieux, dans son principe, que la fécondité d'un peuple, encore que certaines parties du problème soient claires. Par exemple, il est mathématiquement certain qu'un pays sincèrement catholique, délibérément catholique—mais catholique jusqu'au bout, et qui ne laisserait pas les familles nombreuses en panne—non seulement, à notre époque d'hygiène, ne resterait pas stationnaire en population, mais augmenterait avec rapidité. Le catholicisme encourage, bénit, suggère la fécondité.

Un corollaire est d'ailleurs à déduire de ce principe inattaquable, et, je crois, inattaqué: c'est que dans un pays, composé de catholiques et d'incroyants, le jeu naturel des naissances et de la stérilité, absolue ou relative, aboutirait à la longue à éliminer, plus ou moins, la partie non catholique ou non pratiquante de la population. Lorsque l'Eglise prêche à ses fidèles le dogme de la famille nombreuse, elle obéit non seulement à des enseignements précis, mais à un instinct qui ne trompe pas. Si en France les catholiques procréaient davantage que les non catholiques, la question de l'anticléricalisme serait résolue en deux ou trois générations.

Malheureusement les difficultés économiques, le laisser-aller des mœurs, l'intérêt mal entendu souvent, viennent obscurcir le côté purement moral, exclusivement religieux de la question. Ce n'est pas le tout que d'avoir une famille nombreuse (et l'on peut admettre qu'elle commence avec le quatrième enfant), il faut la nourrir. Là encore, le problème serait plus facile à résoudre.... s'il était résolu. Entendons-nous bien. Quand, par exemple, les vignerons du Midi—pays de stérilité démographique—accusent la mévente de leurs produits d'avoir une fâcheuse influence sur la quantité de leurs enfants, on peut leur répondre que s'ils avaient eu plus d'enfants depuis un demi-siècle, le nombre des buveurs de vin se serait singulièrement accru, donc que c'est eux qui sont, en grande partie, les auteurs de leur mal.

Sans décourager le moins du monde les sociologues, les philanthropes qui prétendent découvrir des recettes de fécondité nationale, reconnaissons tout d'abord qu'il existe une espèce de train—devenu naturel—des choses, dont il est difficile de s'extraire. Il n'est pas douteux que s'il existait vingt millions de Français de plus, la main-d'œuvre serait plus abondante et la vie à meilleur marché—probablement. Mais où sont ces vingt millions de Français hypothétiques?

Reconnaissons aussi que certains des efforts tentés pour remédier au mal, l'aggravent. Je suis persuadé que les prescriptions d'hygiène, recommandées à grand renfort de réclame par une foule de puériculteurs—dont certains comme Pinard, sont des êtres franchement ridicules—ne favorisent pas toujours la naissance des enfants. S'il fallait suivre à la lettre les recommandations de ces messieurs, aucune femme ne pourrait élever le moindre bambin, sans s'entourer d'un véritable état-major d'infirmières, de sages-femmes et de docteurs. Certains manuels sont grotesques à cet égard, et, si l'on voulait dégoûter à jamais une jeune femme de devenir mère, il n'y aurait souvent qu'à lui mettre entre les mains ces synthèses pédantesques, inexécutables, encombrantes, de recommandations, prescriptions et injonctions, qui rendraient la vie de la maman et du bébé intenable à force de complications: pesées incessantes, précautions infinies, emploi du temps réglé minute par minute pour ainsi dire. On arrive à se demander par quel miracle nos mères, qui n'observaient pas, Dieu merci, les préceptes insensés de ce catéchisme médical, ont bien pu nous élever jusqu'à l'âge de cinq ans. Dans bien des cas, l'encombrement des formalités, inventées par les puériculteurs en délire, a pour résultat de représenter la maternité comme la plus tâtillonne des corvées. Quand il naissait beaucoup d'enfants, il n'y avait pas tant de puériculteurs.

Au fond, la vraie cause de la stérilité volontaire—ce qui ne veut pas dire que, dans son genre, elle ne soit pas en corrélation avec une espèce de nécessité—c'est le développement de la vie urbaine et le travail de la femme dans les usines et dans les bureaux.

Si l'on voulait maintenir la natalité française, il faudrait commencer par interdire aux paysans de quitter la terre, il faudrait décourager l'industrie, il faudrait empêcher l'agrandissement de ville. Du moment que ce n'est pas possible, acceptons le fléau, cessons de parler pour ne rien dire. Quoi que prétendent certains prêcheurs célibataires ou campagnards, il est quasi impossible, à moins d'une espèce de dévouement qui confine à la sainteté, quand il ne confine pas, parfois, à l'abrutissement, à une femme d'ouvriers, en ville, travaillant elle-même en usine, d'élever, dans des conditions normales, une famille nombreuse. Son temps est pris, l'intimité domestique n'est pour elle qu'un rêve; joignez à cela le goût, mettons du luxe ou du moins d'un certain superflu, que développe quasi fatalement l'atmosphère urbaine.

Or, les villes et ce phénomène de l'urbanisation se développe en grand depuis l'établissement des chemins de fer—prennent de plus en plus d'extension au détriment des campagnes. La guerre—cette tueuse de paysans et cette constructrice de bureaux et de fabriques—a accentué ce caractère de notre pays. Il n'y a plus que 50% de population paysanne depuis 1911, au lieu de 55, 60, 65 il n'a a pas longtemps. Alors? Il faudrait supprimer les chemins de fer, il faudrait—surtout—supprimer les casernes. Le service militaire obligatoire est peut-être une obligation. C'est aussi une abomination qui nous tue. Il donne aux rustiques le goût de l'asphalte, du cinéma, du beuglant, pis encore. Il travaille pour la ville, contre la vraie France, qui est aux champs. Avec l'Allemagne que Lloyd George, Clemenceau et Bismarck nous ont faite, peut-on désarmer? Non, mais nous en mourons. Il faut être franc.

Remédier par des lois à ce désarroi profond est plus tentant qu'efficace. Quand on nous dit que le Code civil avec son partage égal des fortunes, assassine la France, on oublie qu'avant Napoléon, le partage égal était la loi, en général, de tout ce qui n'était pas noble en France, plus de 92% de Français, qui se portaient fort bien. Si la liberté de tester était rétablie, peu de personnes en feraient usage, par contre, certains originaux s'en serviraient pour déshériter des enfants qu'ils détestent. Fait-on usage des facilités, relativement importantes, que donne la législation actuelle, sous forme de quotité disponible et de partage d'ascendant? Presque jamais, surtout en ce qui concerne la quotité disponible. Le père de famille français est égalitaire en 1922 comme il l'était—vilain ou bourgeois—en 1822, 1792 ou 1522.

Ce qui caractérise justement la France, c'est d'être un pays de toute petite et moyenne bourgeoisie. La bourgeoisie, Redier l'a dit un jour justement, c'est une manière de vivre—qu'ont beaucoup de cultivateurs et d'ouvriers aisés, économes, soucieux de s'élever.

Or, cet immense public, peut-être de 25 millions de Français, la loi le brime par des tarifs fabuleux de droits de succession (qui, légitiment, dans les cas où la spoliation est évidente, toutes les fraudes; j'irai jusqu'à dire que le devoir d'un père de famille, dans certains cas, est de disputer à l'Etat voleur ce qu'il pourra de son patrimoine. Louis XIV, qui avait des scrupules religieux, ne prit jamais son parti d'avoir été obligé d'établir, pour la première fois, un impôt successoral de 1%. A la vérité, c'est un vol, car quel service l'Etat rend-il, lors d'une succession?)

Que l'on favorise les ouvriers, soit, mais que l'on ne se moque pas des bourgeois. La force de la France, sa stabilité sont dans la petite bourgeoisie. C'est la classe la plus méritante de toutes, je ne crains pas de le dire. Or, on la décourage autant qu'on peut, et c'est d'elle surtout que provient le déchet démographique.

Pour conclure, les remèdes à la stérilité, moralement sinon socialement volontaire, ne manquent pas. On peut les énumérer de la sorte: 1o Pratique intégrale du christianisme; 2o Fixation de la population campagnarde; 3o Respect de la petite bourgeoisie; 4o Suppression des droits de succession.

Quant à croire qu'on accélèera les naissances par un système avilissant de présents et de décorations, il faut laisser cela aux humoristes ou aux directeurs de haras.—René Jonannet.

POUR QUELQUES FIGURES RUBICONDES

Lorsqu'on est un homme sobre, il est désagréable d'avoir une physionomie d'ivrogne. Ceux qui considèrent que la béatitude en ce monde consiste à se piquer le nez ne peuvent pas accuser les destins qui le leur peignent en rouge. C'est la marque de leurs exploits, une marque de fabrique, mais quand on ne boit que de l'eau, promener dans la vie une figure enluminée et faussement dénonciatrice est un triste sort. Or, certains de nos concitoyens, aussi secs à table que la prohibition américaine, ont tout l'air de poivrots, uniquement parce qu'arrivés à un âge où une telle consommation n'est plus physiologiquement utile, ils mangent trop de pain.

Telle est la révélation que dans le Courrier médical nous apporte le docteur Georges Petit: "Les gros mangeurs de pain, écrit-il, sont lourds, rouges, congestionnés et, entre autres calamités, ils souffrent de cette couperose du visage qui les fait confondre avec des ivrognes."

Et d'après ce thérapeute cent maladies d'estomac, encrassement de reins, maladies de foie, et de peau, disparaissent dès que se rationnent ces mangeurs excessifs de pain.

On dit: grossir c'est vieillir... Dans ce cas: grossir c'est manger trop de pain à un âge où on n'en a plus besoin.

Ces observations ne sont pas nouvelles. On les a déjà imprimées pendant la guerre au moment des restrictions. Aujourd'hui on nous demande encore une fois de ménager le pain. C'est une grave nécessité, notre récolte est déficitaire. Les changes hauts nous obligent à payer sur chaque bouchée notre imprudence à ne pas faire assez de blé chez nous. Dans ces conditions, il n'est pas mauvais de rappeler que beaucoup de Français mangent trop de pain. En se surveillant un peu ils augmenteront la part des autres, et ils ont chance, s'ils sont lourds, rouges et obèses, de devenir frais comme la rose, léger comme l'air, et souples comme une jolie petite danseuse à vingt ans.—Louis Forest.

Le Billet de Junius

Pour le curieux de nature humaine, une impression bien singulière se dégage de ces premiers chapitres des Mémoires de Guillaume II, attendus, comme c'était très naturel, avec une grande méfiance de sa sincérité. Cette impression, c'est que cet empereur, aujourd'hui déchu, n'a jamais vécu qu'en fonction de Bismarck. Stendhal accusait son ami Jacquemont, le voyageur connu, de nourrir une basse envie pour Napoléon. Il signifiait par là que, même sans contact direct, certaines personnalités géniales infligent à d'autres, plus faibles, cette irritation par la comparaison, le plus triste, mais aussi le plus fréquent des sentiments d'individu à individu. Une jalousie du même ordre parait avoir dominé, dès son avènement, les rapports du dernier des Hohenzollern avec son ministre. Il y a là toute une tragi-comédie psychologique, si l'on peut dire, que la mort déjà lointaine du chancelier congédié n'a pas close. Elle se prolonge même après l'effroyable catastrophe de 1918. Que dis-je? se prolonge? Elle est devenue plus aiguë. Dans son exil de Doorn, c'est toujours à l'homme de Friedrichsruh qu'il pense, à celui dont il a "saboté" l'œuvre avec une obsession à la fois admirative et haineuse d'une ingénuité déconcertante et qui prouve de nouveau combien l'infatuation est une maladie de l'esprit, aussi inquérissable que lamentable.

Nous les avons devant nous, dès les premières pages de ces Mémoires, les deux acteurs de la pièce: le vieil homme d'Etat qui par le fer et le feu a fait cet Empire allemand création d'autant plus extraordinaire qu'elle était conçue et réalisée au rebours de l'histoire, et le jeune héritier de cet Empire, qui va, croiriez-vous, demander, implorer les conseils de cette puissante expérience? Mais non. Ce débutant, si médiocre—la suite l'a démontré—s'est institué, dans sa vanité, l'égal de l'autre. Remarquez, et c'est le trait vraiment bouffon, qu'il considère cet autre comme un génie. En s'égalant à lui, il se génialise lui-même, et le voici qui, tout de suite, se dresse un programme dont le premier caractère est d'être à l'opposé des idées de son rival, car le chancelier n'est plus que cela. Il s'agit pour lui de l'éclipser en le contredisant. Bismarck a sagement calculé les conditions de la durée d'une construction dont il sait qu'elle est toute neuve, toute fragile. Il a compris qu'un Empire central a nécessairement deux fronts à défendre, et que ce double antagonisme exige les forces entières de l'Empire menace à droite et à gauche. Se politique sera donc exclusivement continentale. Sur quoi, Guillaume II se donne comme champ d'action la lutte avec l'Angleterre! Rien de plus significatif que la prétention avec laquelle il dénonce la médiocrité du coup d'œil du ministre de son grandépère. Comme tous les vaniteux, il professe le dédain des doctrines et des pratiques de la génération qui a précédé la sienne. Or, il l'a faite, cette grande politique contre l'Angleterre qu'il reprochait à Bismarck de ne pas concevoir. Elle l'a conduit à sa perte. Il ne s'en rend pas compte encore! Il en est de même de sa politique sociale. Le profond Bismarck—et qui avait vu 1848—savait quels genres de révolutions dormaient dans le peuple allemand et qu'il fallait toucher les questions sociales avec une prudence infinie. Guillaume II, lui, n'en a pas peur, de ces questions. Il va les traiter, hardiment. Il s'enorgueillit de cette hardiesse, quand elle lui à coûté son trône, et qu'à l'heure de la défaite il a dû fuir devant cette révolution à laquelle il avait travaillé, lui, tout le premier. Busch nous avait raconté déjà que le chancelier disait de ce touche-à-tout couronné: "Ce jeune homme croit tout savoir, ça ne mène à rien de bon." Il est probable que Guillaume II, quand il a lu ce jugement, a haussé les épaules en se disant, lui: "Comme il était jaloux de moi!" Soyez assurés que s'il n'écrit pas cette phrase dans ses Mémoires, il la pense. Il est trop logique que, s'étant cru pareil à Bismarck, il croie que Bismarck était pareil à lui. Heureusement puor nous, ces deux hommes ne se ressemblaient pas. Nous n'avions pas besoin de cette confession publique pour le savoir.—Junius.

AMI NAIF

Alexandre avait reçu une cruche d'excellent vin qu'il avait cachetée et mise en réserve. Luc eut connaissance de ce cadeau fait à son cousin et eut envie de goûter la liqueur merveilleuse qu'on lui avait tant vantée. Un jour que le cousin Alexandre était absent il alla chez lui, perfora délicatement l'amphore par dessous et but plus de la moitié du contenu. Quand Alexandre revint, voyant son vin diminué sans que le cachet qui le fermait aux indiscrets fut brisé, il resta ébahi et dit à Luc: "Comment a-t-on pu boire ce vin sans déboucher la cruche?

—Eh! dit Luc en riant, on l'a bu par dessous.

—Par dessous, par dessous! soit que tu es! Ce n'est pas par dessous qu'il manque du vin c'est par dessus.